

L'adhésion de l'Espagne et du Portugal (RTL, 12 juin 1985)

Source: RTL, Paris, 22, rue Bayard.

Espagne et Portugal dans CEE + voix Mário Soares / MARC LEROY-BEAULIEU, Olivier Mazerolle.- RTL [Prod.], 12 juin 1985. RTL, Paris. - SON (08:36, Montage, Son original).

Copyright: (c) Archives RTL

URL: http://www.cvce.eu/obj/l_adhesion_de_l_espagne_et_du_portugal_rtl_12_juin_1985-fr-db512eb1-49c3-4ead-9d94-99dc2e7a4306.html

Date de dernière mise à jour: 04/09/2012

L'adhésion de l'Espagne et du Portugal (RTL, 12 juin 1985)

[Journaliste] Nous sommes donc 320 millions d'Européens depuis 3h32. L'Espagne et le Portugal ont été admis dans la Communauté des marchés communs après huit années de très âpres discussions et marchandages. Il nous a fallu une patience de Franciscain, a dit le ministre espagnol Fernando Morán. Après huit années noires et une nuit blanche évidemment, car il semble que rien ne puisse se décider à Bruxelles qu'aux fatigues et renoncements de l'aube. Les représentants de tous les pays ont voulu marquer cet événement historique par des déclarations lyriques que l'Histoire retiendra sans doute moins. Jacques Delors, le président français de la Commission, les a résumées en célébrant l'effort commun tendant vers un même idéal pour renforcer notre économie, conforter nos démocraties et partager nos cultures. On va voir que les économies, si elles ajoutent leur dynamisme, additionnent aussi quelques faiblesses, mais auparavant notre envoyé spécial Marc Leroy-Beaulieu raconte comment l'accord a pu s'établir après une négociation qui laissera le souvenir de la partie diplomatique la plus acharnée depuis la création du Marché commun.

[Marc Leroy-Beaulieu] Hier matin un optimisme prudent et un peu timide était de rigueur à Bruxelles. On disait même que l'Europe des Douze serait chose acquise en fin d'après-midi. Devant l'assurance de Jacques Delors, le président de la Commission européenne, annonçant un assouplissement de la position française, les Saint-Thomas de l'Europe faisaient figure de rabat-joie. Ils ont pourtant failli avoir raison. Il n'a pas fallu moins de onze heures aux dix membres de la Communauté pour formuler les dernières phrases du contrat de mariage proposé aux Ibériques. Une fois c'était l'Allemagne qui trouvait Lisbonne trop gourmande, une autre fois c'était la France qui tentait un dernier combat pour protéger ses eaux contre les filets des pêcheurs basques et galiciens. En coulisse, Espagnols et Portugais essayaient de leur côté de grappiller un ultime petit avantage et de resquiller devant telle ou telle obligation communautaire. Ils devaient donner une réponse aux Dix à dix heures du soir ; elle n'arriva qu'à trois heures et demie du matin. Entre-temps, vingt fois la rupture fut proche, vingt fois sur le métier on remit l'ouvrage. Finalement, chacun a fait des concessions. L'Espagne s'engage à réduire sa flotte de pêche, la France acceptera 150 chalutiers espagnols à la fois au large de ses côtes et l'Allemagne déliera les cordons de sa bourse pour Lisbonne. La marine française ne tirera plus sur les bateaux de pêche espagnols. Trois cents ans après Louis XIV, il n'a y plus de Pyrénées.

[Journaliste] 320 millions d'Européens se sont réveillés ce matin dans une nouvelle Communauté économique qui est désormais le premier exportateur mondial avec le chiffre colossal de plus de deux cent milliards de dollars de vente par an, deux mille milliards de francs, mais à Douze, c'est-à-dire avec l'Allemagne, la France, l'Italie, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, puis la Grande-Bretagne, l'Irlande, le Danemark et la Grèce, enfin l'Espagne et le Portugal – je crois qu'il fallait rappeler la liste – à Douze, l'Europe va aussi hériter de trois millions de chômeurs supplémentaires. Dans l'accord historique de cette nuit, qu'est-ce que nous perdons, qu'est-ce que nous gagnons, Olivier Mazerolle ?

[Olivier Mazerolle] L'accord réalisé cette nuit, c'est un peu l'histoire du retour du fils prodigue. L'Espagne et le Portugal ont été il y a plusieurs siècles de grandes nations européennes et puis les deux pays s'étaient repliés sur eux-mêmes. Aujourd'hui, ils regagnent le bercail et c'est tellement naturel qu'il était impensable finalement de voir la négociation échouer. Avec l'Europe, l'Espagne et le Portugal vont gagner une stabilité démocratique. En tant que voisin, ça nous intéresse. Et puis, ces deux voisins apportent avec eux de nouvelles ouvertures sur le monde : l'Espagne apporte l'Amérique latine avec laquelle elle est très liée, le Portugal ses anciennes colonies africaines avec lesquelles elle a conservé des liens étroits. L'image de l'Europe dans le monde ne peut qu'y gagner. Croyez-moi, c'est important. Les Européens sont probablement les seuls à ne pas savoir à quel point l'Europe jouit encore d'un grand prestige. Cette adhésion peut constituer un coup psychologique pour montrer que l'Europe, c'est une affaire qui marche. Quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que cette négociation constituait l'un des derniers dossiers d'arrière-garde à régler. Il n'en reste plus qu'un, celui des compensations financières à accorder à la Grèce notamment, pour supporter sans dommage les conséquences de l'arrivée des agriculteurs espagnols et portugais. Les chefs d'État et de gouvernement vont s'en occuper pendant le Conseil qui commence aujourd'hui à Bruxelles et ils auront ensuite la voie libre pour parler des défis de l'avenir : la haute technologie, l'économie, le cheminement vers une monnaie européenne, le renforcement des liens politiques et aussi le débat sur la défense. Sans doute, les différences économiques entre les Douze ne permettront pas à tous d'aller du même pas, mais à cet égard l'entrée de l'Espagne et du Portugal modifie peu les données ; la Grèce déjà posait les

mêmes difficultés. Les Espagnols et les Portugais vont certainement défendre leurs intérêts avec acharnement, les discussions seront rudes, mais, sauf sur la pêche, l'accord réalisée cette nuit semble suffisamment clair pour ne pas donner lieu à des interprétations trop divergentes. L'avenir dépend, en effet, de la volonté de la France et de l'Allemagne de progresser. Si ces deux-là avancent, les autres suivront. Et c'est en tout cas avec la foi des novices que les gouvernements espagnol et portugais rejoignent la famille. Monsieur Mário Soares, le Premier ministre du Portugal, est même farouchement enthousiaste.

[Mário Soares] C'est un grand moment de joie personnelle parce que moi-même, je suis lié depuis le début à ce processus, mais c'est surtout un grand moment de joie pour le Portugal parce que le peuple portugais unanimement est partisan de l'intégration du Portugal dans l'Europe.

[Olivier Mazerolle] Est-ce qu'il n'y a pas tout de même un petit peu de crainte à l'idée de devoir supporter maintenant la concurrence économique du reste de l'Europe ?

[Mário Soares] C'est un des grands défis du temps qui vont commencer maintenant : c'est le défi européen. Et je pense que la modernisation du système portugais et de l'économie portugaise, ce choc européen, c'était nécessaire, c'est salutaire.

[Olivier Mazerolle] Ça ne risque pas d'être un peu trop violent tout de même ?

[Mário Soares] Oui, mais nous sommes habitués à des secousses violentes. Vous savez que nous avons fait la décolonisation et nous sommes en train de moderniser le Portugal.

[Olivier Mazerolle] Et sur le plan politique, quelles sont les retombées bienfaites que vous attendez de cette adhésion à l'Europe ?

[Mário Soares] C'est la fixation du cadre démocratique pluraliste occidental. Pour un pays qui a souffert une dictature pendant cinquante ans, c'est quelque chose de très important.

[Journaliste] Vous parliez des difficultés de l'accord sur la pêche, Olivier Mazerolle, ça c'est joué sur une petite cargaison de quelques cinq bateaux de pêche au merlu ?

[Olivier Mazerolle] Oui, c'est très difficile à comprendre. C'est-à-dire que sur les 150 bateaux espagnols qui pourront pêcher en même temps dans les eaux françaises, cinq sur ces 150 n'auront pas le droit de pêcher du merlu. Ça, je ne sais vraiment pas comment on pourra le vérifier.

[Journaliste] Au plan de l'agriculture, Jérôme Stern, est-ce la fin de la guerre des fruits et légumes, des violences et représailles de toute sorte de part et d'autre des Pyrénées ?

[Jérôme Stern] Il pourrait y avoir encore quelques manifestations, mais ce seront là des combats d'arrière-garde ou tout juste un petit peu de folklore local, car les paysans du Midi, s'ils sont inquiets, restent avant-tout réalistes. C'est d'ailleurs l'avis d'André Mercier, le président de la Cave coopérative de Ferrals-les-Corbières.

[André Mercier] Si on n'était pas inquiet, c'est que nous ne serions certainement pas réalistes. Je ne veux être ni optimiste ni pessimiste. C'est un pari, ce sera une rude bataille à livrer. Je ne sais pas si nous n'allons augmenter le taux de chômage dans le Languedoc-Roussillon. Moi, je n'envisage plus de manifester, premièrement parce que les manifestations ont tourné à l'aigre et que ça dépasse des fois le cadre d'une simple manifestation. Nous n'avons malheureusement pas le droit de grève, donc toutes les manifestations sont plus ou moins violentes. Les manifestations, on aurait pu en faire peut-être de plus calmes, mais en agissant sur les pouvoirs publics en décrétant non pas une grève, mais en votant peut-être aux dernières élections avec un bulletin spécial : « Non à l'élargissement ». Cependant, on n'a pas fait une autoroute pour fermer les frontières et [nous ne pouvons pas faire du martyrianisme en disant 185 comme à l'époque de Meline]. Actuellement, je pense que les dés sont jetés parce qu'il n'y a pas trop de bon vin, il y a trop de mauvais vin.

[Jérôme Stern] Mais il faut être optimiste. Il y a aussi de très nombreux agriculteurs heureux de cet accord, car l'Espagne et le Portugal, ce sont tout de même 49 millions de consommateurs qui même si aujourd'hui préfèrent la paëlla ou la morue, demain mangeront du faux-filet ou du camembert. Alors, parmi ceux qui se frottent les mains il y a les céréaliers, car la péninsule ibérique est largement déficitaire en blé notamment et en maïs, et puis cet accord tombe à pique pour éponger nos excédents. C'est la même chose pour la viande, le lait ou le sucre. Mais les Français devront se battre pour conquérir ce nouveau marché. Déjà les Hollandais et les Allemands ont installé des usines de conserve ou des entrepôts frigorifiques. Il n'empêche, du fait de notre frontière commune, c'est la France qui a le plus d'atouts.